

Novembre 2006

*La lettre de notre administrateur
au Conseil de surveillance de RTE*



EDITO

Les incidents, quand ils n'ont pas de conséquences humaines, ont un mérite principal: ils favorisent la réflexion!

Espérons vivement que ce deuxième incident de grande ampleur en Europe en trois ans, va engendrer une réflexion utile, mais surtout la décision de **redéfinir une nouvelle politique énergétique européenne dont la priorité sera la sécurité d'approvisionnement.**

En initiant l'ouverture du marché de l'électricité en 1990, la Commission européenne avait pourtant été prévenue par bon nombre d'experts, bon nombre d'acteurs sociaux et quelques femmes et hommes éclairés, que l'électricité n'était pas une marchandise comme une autre. Faisant fit de ces avertissements, la Commission, engluée dans ses ceillères libérales, s'appuyait sur les fondements de l'Europe constitués par le concept de la libre circulation des Hommes et des marchandises dans l'Union ; histoire de pousser ses pions pour la désintégration de certains monopoles nationaux...

Ceux-ci avaient pourtant montré toute leur efficacité pour affronter les diverses crises. Mais ces monopoles nationaux avaient justement cet handicap aux yeux des libéraux: Ils étaient les symboles de la réussite de l'action de l'Etat : un vrai cauchemar pour eux !

Bien sûr, nos entreprises publiques ne sont pas exemptées de tout reproche. Pendant de trop nombreuses années, la bureaucratie, la captation du pouvoir par certaines élites n'ayant pas à cœur l'intérêt général, ont bien plombé l'idéal du Service public.

Les libéraux se sont donc servis de ces dysfonctionnements pour imposer leur schéma, alors que le vrai problème était une gouvernance pas toujours adaptée aux contraintes d'un secteur en évolution constante.

Alors, la politique énergétique de l'Union est entrée dans le cadre destructeur de la concurrence. Tout a été bon pour tromper les citoyens en leur faisant miroiter quelques avantages : baisses des prix assurés, efficacité par la compétition, investissements libérés pour la recherche, etc...

Mais nous, nous le savons bien : l'outil industriel énergétique a besoin de capitaux immenses pour investir; il a besoin de stabilité juridique pour pouvoir se projeter dans l'avenir ; il a besoin de clients stables pour assurer son financement ; il a besoins de femmes et d'hommes attachés aux valeurs du Service public pour pouvoir répondre aux aléas de tous ordres et de tous temps. **Eon netz, le GRT allemand impliqué dans l'incident, n'avait sans doute pas tous ces atouts...**

Grave est donc le danger de tirer les conclusions sur le seul incident du 4 novembre, car pour éviter les débats qui font mal, la recherche du lampiste va s'opérer.

Si ceux qui sont chargés d'enquêter sur cet incident ont la moindre honnêteté intellectuelle, je les invite à recenser les points communs entre tous les grands incidents que la planète a connus depuis la libéralisation du secteur.

Pas besoin de sortir de grandes écoles pour en voir un : la consommation d'énergie augmente tout comme les contraintes, alors que le développement des infrastructures ne suit pas, **en un mot, dans le monde, nous vivons sur le gras que nos aînés nous ont donné.**

Malheureusement, ce gras a permis tous les excès...

Rémunérations indécentes des actionnaires, acquisitions en tout genre pour organiser des oligopoles et faire ainsi pression sur les prix... **Et je vous fais un triste pari : une fois le gras consommé, les vautours iront voir ailleurs! Comment croire un seul instant que ces volatiles attendront plusieurs dizaines d'années pour être rémunérés d'une immobilisation capitalistique d'un tel niveau (jusqu'à 1800 milliards d'euros pour les prochaines décennies en Europe).**

Certes, en France, si le développement des infrastructures de transport ne suit pas, ce n'est pas par manque de capitaux. Il est de plus en plus difficile de développer ces infrastructures par des contraintes environnementales toujours plus croissantes. Mais rassurez-vous, cela n'empêche pas tout le monde de dormir...

Mais le plus grave c'est les investissements qui ne sont pas faits car les actionnaires attendent des rendements astronomiques, à l'instar de l'Allemagne. Mieux, **pendant qu'Eon achète Endesa en Espagne, c'est autant d'argent qui ne va pas vers la construction de nouvelles infrastructures !**

Certes, à RTE, on reste encore loin de ce qui s'exerce ailleurs. Aux réseaux mal entretenus comme aux Etats unis ou en Grande Bretagne, aux réseaux proches de leurs limites comme en Allemagne s'ajoutent souvent les réductions d'effectif alors que les résultats de ces entreprises explosent littéralement. Mais cela n'empêche pas de rester vigilants, à RTE.

Car on commence à ressentir les effets de l'exercice. **Alors que notre actionnaire unique demande toujours plus, les conditions de travail vont bientôt basculer vers l'inacceptable s'il maintient ses velléités.** Comptez sur nous pour les interpeller !

La politique énergétique menée jusqu'ici en Europe a donc des conséquences concrètes directes ou indirectes. Hausse des prix et maintenant, incidents à répétition : **que faut-il de plus pour changer le logiciel de la Commission européenne ?**

Du black-out jaillira la lumière ?

Patrick LARRADET

• AU CONSEIL DU 4 OCTOBRE 2006

Osons la comparaison!!!

**Villejust :
un chantier exemplaire !**

Le Conseil de surveillance a visité le chantier de Villejust, poste stratégique de RTE en région parisienne.

Voilà un chantier mené à 100% par RTE par des agents de RTE venus de partout !

Outre la haute technicité employée pour faire face aux multiples difficultés d'un chantier sous tension dans une même enceinte pour changer les jeux de barres 225, il faut rendre hommage à tous ces agents pour la maîtrise des gestes dont ils ont le secret pour que ce chantier soit pleinement transparent pour l'alimentation de près de 2 millions de consommateurs.

Par ailleurs, ce chantier a permis aussi de mettre en œuvre des pratiques imaginées par les agents du terrain. **L'expertise est aussi à tous les niveaux à RTE !**

La relativité des exemples reste toujours pertinente pour faire tomber quelques a priori.

L'exercice que nous a proposé le Directoire au dernier Conseil de surveillance, en nous proposant d'étudier une inter-comparaison de performance économique entre les GRT européens, répond pleinement à cet objectif. Je ne peux que conseiller à ceux qui vilipendent continuellement le Service public et ses agents de lire attentivement ce qui suit...

L'étude que le Directoire nous a proposée concernait :

- La Grande Bretagne avec National Grid
- L'Autriche avec Verbund APG
- La Belgique avec Elia
- Le Danemark avec Energinet.dk
- L'Espagne avec REE
- La Finlande avec Fingrid
- L'Italie avec Terna
- La Norvège avec Statnett
- Les Pays-Bas avec Tenne T
- La Suède avec SVK

En comparaison avec RTE.

Quelques absences remarquées et remarquables, les GRT d'outre Rhin : pas de données disponibles... Faut donc pas s'étonner que certains à la Commission européenne s'attachent à la transparence des GRT et à leur indépendance... en brandissant l'arme atomique de la séparation patrimoniale...

Brut de décoffrage, en sortant le coût du KWh transporté, RTE n'est visiblement pas bien placé. Bien que n'étant pas le plus élevé, son coût est dans le dernier quart des plus chers.

Mais la comparaison ne peut se résumer sur le seul indicateur du KWh transporté. En effet, les coûts en HTA sont bien supérieurs qu'en HTB. Comparer la structure des coûts d'un GRT suédois (SVK) ou espagnol (REE), voire anglais (National grid) qui n'a que de la THT, à un GRT complet tel qu'Elia en Belgique (15% THT, 23% MT et le solde en HT), c'est comparer le commerçant de quartier à la grande distribution. Ce n'est pas le même service...

Par ailleurs, les plus petits pays ont moins de kilométrage de liaisons avec toutes les conséquences en terme d'exploitation de ces réseaux et donc de coûts. Enfin, les réseaux sont plus ou moins amortis et ...les actionnaires sont plus ou moins gourmands, tout comme l'État ! Tout cela pèse sur le coût du KWh transporté. L'exercice de comparaison est difficile, mais possible. Le Directoire l'a fait !

Cette étude permet donc de consolider ce que nous pensions. Outre le fait que pour la seconde année consécutive, l'agence des participations de l'État (sise à Bercy) fait l'éloge des entreprises publiques et particulièrement celles du secteur énergétique qui sont loin devant certaines vedettes du CAC 40 en terme de résultats, nous savons désormais que notre petite entreprise publique peut aussi rivaliser dans la performance économique par rapport à ses homologues.

En effet, RTE se trouve ainsi placé parmi les meilleurs GRT européens. Cerise sur le gâteau, les GRT à capitaux publics se retrouvent dans cette étude, en bonne place ...

et tant pis pour ceux qui conjuguent trop rapidement privatisation et performance.

Last but not least, **les GRT dont les actionnaires sont les plus gourmands, sont finalement souvent les moins performants en matière économique...**

De là à en faire une généralité, tel ne sera pas le propos. Mais quelle belle démonstration à réitérer dans l'avenir, quitte à ce que ce soit un autre organisme que le directoire de RTE à réaliser une telle évaluation.

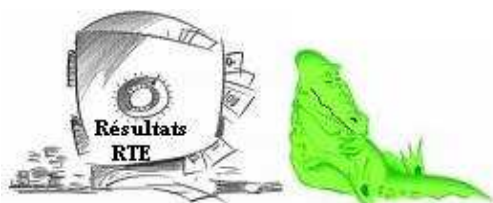
Par ailleurs, il serait souhaitable de confronter également les services offerts par les GRT, en particulier sur la qualité de l'onde.



RTE : Faut que ça croque sans craquer !

Le conseil de surveillance est parfois un lieu de confrontation, feutrée, mais affirmée.

Au risque d'avoir été pris de jouer les Cassandre, notre liste avait posé la bonne question avant les élections au Conseil de surveillance. **Le « toujours plus » sera t-il du côté de l'actionnaire ?**



Bingo ! Nous en avons eu une belle démonstration au dernier conseil. Les résultats sont là, voire, bien au delà des prévisions, mais cela ne suffit pas. **Notre actionnaire préféré (il n'y en a qu'un), souhaite qu'à RTE on mette un peu plus la pression sur les coûts et en particulier sur les effectifs.** Il ne s' imagine pas que la réduction du prix du KWh transporté depuis plusieurs années qui porte effectivement ses fruits dans les tableaux des comptes, commence à avoir des conséquences concrètes sur le terrain. Il y a des équilibres à respecter entre performance économique et performance tout court. Il y a une limite admissible pour les agents de RTE. A recenser toutes les informations provenant du terrain, les limites sont parfois dépassées ! A trop en vouloir en matière de rémunération des capitaux, on risque de casser un bel outil public...

Bilan du Contrat de Service public

RTE a signé avec l'État, un des volets du contrat de Service public du groupe EDF. Le Directoire a présenté un premier bilan d'étape qui est encourageant.

De nombreux indicateurs sont au vert, en particulier dans le domaine de l'environnement où les engagements d'enfouissement du réseau sont largement dépassés. La sécurisation du réseau est en bonne voie à part l'élargissement des tranchées forestières qui subit un retard résorbable.

Côté sûreté du Système, le volontarisme de RTE pour aboutir à la contractualisation des

conventions en amont du temps réel, a payé. Les indicateurs de la sûreté du système font apparaître un plus grand nombre de « situations critiques » sur le réseau dû à une évolution défavorable de niveau de tension ou de transits dans certaines régions. Par ailleurs, le producteur de référence (EDF) a quand même secoué pas mal le réseau à deux reprises par des pertes simultanées de plusieurs groupes de production nucléaire. Heureusement que nos dispatchers veillent au grain...

Enfin, la qualité de l'onde s'améliore en 2005/2004 : sans doute que des événements exceptionnels en 2004 ont pesé...

Enfin ! : les comptes de RTE sont bons et RTE remplit ses engagements

A qui le doit-on ?

Aux 8300 agents de RTE, bien sûr, qu'il conviendra de remercier, autrement que par des suppressions d'emplois ou des conditions de travail de plus en plus détériorées!!



Agir au cœur du Service public de l'électricité

L'administrateur parrainé par la CFDT au Conseil de surveillance de RTE

Patrick LARRADET
RTE - SESO
79, chemin des courses
BP 1231

Internet : www.acspe.com

email :
patricklarradet@acspe.com
patrick.larradet@rte-france.com

Le vent du boulet

Avec 10 millions d'euro-
peens touchés (et
encore c'est une esti-
mation) par la panne
électrique de samedi
soir, l'Europe a bien
failli goûter au black-
out total !

**C'est un incident pure-
ment transport !**

D'après nos informa-
tions, c'est la mise
hors tension volontaire
d'une liaison (ou deux)
à 400 kv en Allema-
gne, pour faire passer
un bateau, qui a plongé
dans le noir plu-
sieurs millions d'euro-
peens.

Cette mise hors ten-
sion, plutôt banale, a
entraîné toute une sé-
rie de surcharges de
lignes restantes qui
ont déclenchées. Sim-
ple erreur humaine ?
Peu probable... Il y a
dû avoir toute une sé-
rie de dysfonctionne-
ments qui a abouti à

La séparation patrimoniale encore et toujours en débat à Bruxelles

Neelie Kroes, commissaire européenne à la Concurrence vient de relancer encore le débat sur la séparation patrimoniale entre les actifs de production et de transport des industries énergétiques.

Face à cette détermination qui ne pourra qu'aboutir en règlement qu'après de longs mois de débats et de négociations, la France, par son projet de loi en cours sur la privatisation de Gaz de France, se précipite donc dans un schéma industriel qui ne pourra pas résister longtemps. **Encore des promesses qu'ils ne vont pas tenir...** On commence à y être habitués, sans pour autant s'y faire...

Par ailleurs, l'argumentation développée par Neelie Kroes ne vise absolument pas la France, car on ne le répétera jamais assez : RTE est plus que jamais exemplaire en matière d'indépendance. GRTgaz suit également les mêmes traces. Par contre, c'est bien l'Allemagne qui est visée. Ce n'est pas l'incident du 4 novembre qui va les aider!

La France est donc en excellente position pour, au mieux refuser, au pire, mener une éventuelle négociation basée sur l'affirmation du service public si d'aventure la détermination de Neelie Kroes se traduisait par une nouvelle directive.

DANGER !

Enfin, n'oublions pas qu'il existe de multiples façons d'assurer l'indépendance de l'opérateur chargée de la gestion des réseaux tout en gardant le cash des actifs. D'autres ont tenté de le faire en 1999...avec le GRT light... et avec le succès que l'on connaît...

La CFDT, plus qu'hier, sera vent debout contre toute tentative de donner les réseaux électriques, propriétés de la Nation au travers de RTE, aux assoiffés de dividendes, comme ils l'ont fait pour le gaz !

tout cela. Les lignes étaient visiblement trop chargées... pour quelles raisons ??? De plus, **le fonctionnement des éoliennes en réseau interconnecté largement déployées en Allemagne, n'a pas dû faciliter les choses.**

Par ailleurs, l'Allemagne devait importer massivement de l'électricité de l'Est (charbon) et par le déclenchement successif de ces lignes, nous avons eu l'équivalent de deux réseaux européens, l'un de l'Est en surcapacité de production, l'autre de l'Ouest en sous capacité conjoncturelle. Cette sous capacité a entraîné une chute de la fréquence et donc des délestages (coupures ciblées, automatiques ou non) pour rééquilibrer le système.

Au delà de la question technique et des éléments incidentels à préciser, cet événement est le second avertissement "sans frais" pour l'Europe.

En effet, après le black-out italien de septembre 2003, voilà nos sociétés énergivores et dépendantes en électricité confrontées à des pannes majeures qui doivent nous interroger.